

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4500 - Vendredi 10 Novembre 2023 - Prix : 200 Fc

Sambi a reçu la visite d'un ambassadeur iranien



TRANSPORT MARITIME :

**Cap sur la connectivité
maritime entre les îles
de l'Océan indien**

LIRE PAGE 3

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2026

**Stefano Cusin fait
appel à 24 joueurs**

LIRE PAGE 5

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

26 Rabioul Thani 1445

Prières aux heures officielles

Du 06 au 10 Novembre 2023

Lever du soleil:

05h 33mn

Coucher du soleil:

18h 08mn

Fadjr : 04h 20mn

Dhouhr : 11h 54mn

Ansr : 15h 23mn

Maghrib: 18h 11mn

Incha: 19h 25mn



CONCOURS DE RÉDACTION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (PCC)

Msa Ali Djamal remporte le deuxième prix



Après avoir participé pour la deuxième fois consécutive au concours de rédaction organisé par le Parti Communiste Chinois (PCC) sur le thème « Un nouveau chapitre de l'amitié Afrique-Chine dans la nouvelle ère », Msa Ali Djamal a décroché le deuxième prix.

Pour sa contribution à la compréhension de la relation Sino-Africaine, Msa Ali Djamal vient de décrocher le deuxième prix suite à sa participation au concours de rédaction organisé par le Parti Communiste Chinois (PCC) sur le thème « Un nouveau chapitre de l'amitié Afrique-Chine dans la nouvelle ère ». Pour lui, cette distinction est importante, non seulement pour lui en tant qu'écrivain comorien, mais aussi pour son pays, l'Union des Comores. « Mon article explore les différentes étapes de la coopération sino-africaine, les principes qui l'ont guidée au fil des décennies, et les domaines d'amélioration potentielle », explique-t-il. Ce

dernier montre que l'article en question souligne que cette coopération a évolué en trois phases distinctes : la première, de 1949 à 1979 caractérisée par le soutien chinois à l'indépendance de l'Afrique; la deuxième, de 1979 à 1999, marquée par une coopération économique gagnant-gagnant diversifiée et des échanges politiques significatifs; et la troisième, qui a débuté en 2000 et se poursuit, qui met l'accent sur la construction d'une communauté de destin commun.

L'écrivain « a également mis en lumière l'importance de l'Initiative « la ceinture et la route » (BRI) et du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) dans le renforcement des liens entre la Chine et l'Afrique. « Ces initiatives ont contribué à développer les infrastructures en Afrique, à soutenir la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à intensifier les échanges, faisant de la Chine le principal partenaire commercial de l'Afrique », avance-t-il. L'article évoque également les principes de coopération sino-

africaine à travers les décennies, depuis les « Cinq Principes fondamentaux » de Zhou Enlai dans les années 1960 jusqu'à la « Juste Conception » promue par le président chinois Xi Jinping. Ces principes mettent l'accent sur des notions telles que l'égalité, les avantages mutuels, le respect de la souveraineté, l'absence de conditions préalables, des taux d'intérêt préférentiels et le partage des compétences.

La contribution de ce cadre de parti CRC à la compréhension de la coopération sino-africaine est, pour lui intéressante car « il offre un exemple concret de coopération réussie entre la Chine et les Comores, mettant en avant le soutien apporté par la Chine au développement économique et social des Comores, notamment dans les domaines de la santé, des infrastructures, de la formation, des télécommunications et de l'énergie ».

Ibnou M. Abdou

ENERGIE

La centrale hydroélectrique de Miringoni, un patrimoine appelé à servir de nouveau

Le village de Miringoni à Mohéli est le seul à avoir bénéficié d'une centrale hydroélectrique, construite par la coopération allemande en 1985, puis confiée par la suite à la communauté qui en ont pris soin jusqu'à nos jours. Bien que cette centrale connaisse actuellement quelques problèmes techniques, la communauté de Miringoni espère la remettre encore en marche pour illuminer le terrain de football.

Construite en 1985 par les allemands, aujourd'hui la centrale hydraulique de Miringoni comptabilise 38 ans de service. Sa puissance maximale est de 17 KVA. C'est la seule localité de

l'île à avoir utilisé de l'énergie électrique à partir de l'eau. A l'époque de sa construction, la couverture du réseau électrique de Miringoni était de 100%. « Les allemands avaient installé ce groupe juste pour servir aux habitants de Miringoni. Et tout allait bien, ça a servi pendant plus de 15 ans. Il n'y avait pas de délestage, le courant était fourni 24h/24. C'était vers les années 2000, que nous avons commencé à avoir des soucis techniques » témoigne Attoumane Mahoma de Miringoni.

Avec la croissance démographique locale, le niveau d'énergie fournie par cette centrale hydroélectrique ne suffisait plus et des coupures intempestives de courant étaient régulières. Et depuis l'installation du



Les vestiges de la centrale hydroélectrique de Miringoni.

réseau souterrain photovoltaïque de la société nationale d'électricité des Comores (SONELEC), la centrale

hydroélectrique de Miringoni était raccordée à ce réseau afin d'augmenter la puissance électrique dans

la région.

Quelques mois plus tard la vieille est tombée en panne, ce qui fait que le réseau électrique utilisé actuellement à Miringoni et ses environs est celui de la SONELEC. « Cette centrale hydroélectrique est devenue de nos jours un patrimoine historique de la localité » indique Moussa Mahoma l'encadreur pédagogique. Cependant la communauté villageoise compte la réanimer en ce moment. Elle prévoit de la réparer pour raccorder le terrain de football de Miringoni en électricité. Une initiative qui permet aux jeunes de s'entraîner même le soir.

Riwad

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

Le harcèlement sexuel en milieu de travail

Dans le cadre de la lutte contre le harcèlement sexuel en milieu de travail, un atelier s'est tenu vendredi 3 novembre dernier à Fomboni. Organisé par le PNUD,

l'atelier avait pour objectif de sensibiliser ses partenaires, sur les stratégies à mettre en place pour assurer la protection des victimes de violences. « Jusqu'à présent, la

dénonciation reste le moyen le plus efficace contre le harcèlement en milieu du travail » dit-on.

Les responsables du Programme des Nations-unies pour le développement, le Parc national de Mohéli, la sécurité civile, la gendarmerie ainsi que la police nationale et la presse ont été conviés à un atelier de sensibilisation à Fomboni sur la lutte contre le harcèlement sexuel notamment en milieu du travail. Toutes les questions liées à l'abus, l'exploitation des mineurs et le harcèlement sexuel ont été abordées en vue de lutter contre ce fléau.

La violence qui est définie comme l'utilisation de force ou de pouvoir physique ou psychique, pour contraindre, dominer, tuer, voir

détruire ou nuire à une personne est un mode de persécution, selon Ibtissana El-kabir, point focal PNUD chargé de l'exploitation, abus et harcèlement sexuel, consistant à enchaîner de façon répétée des agissements ou des paroles hostiles afin de démoraliser et d'affaiblir psychologiquement la personne qui en est la victime. Une étude récente faite par le bureau régional de l'Organisation Internationale du travail montre qu'une personne sur cinq, soit 23% des travailleurs et travailleuses à travers le monde font face à des cas de violence ou de harcèlement sur leur lieu de travail. Cette réalité déplorable touche également ces dernières années les Comores. Les jeunes filles sont deux fois plus exposées à cette situation que les hommes.

Selon cette experte du PNUD, la

dénonciation reste le moyen le plus efficace contre le harcèlement en milieu du travail. « Je pense qu'ici le but est de pouvoir en parler ouvertement, de ne pas avoir peur de dénoncer mais aussi de se dire quoi qu'il arrive il y'aura toujours des gens qui seront là pour t'aider à lutter contre ces genres des conduites sexuelles » a-t-elle rassuré. « Quel que soit en milieu du travail, dans la rue, ou même au sein des familles, tout acte de violence doit être dénoncé pour la sécurité de tous » a ajouté Mme Ibtissana. Les élus communaux ainsi que les services chargés de la protection de la femme et des enfants sont appelés à travailler en étroite collaboration pour éradiquer ce fléau dans la société comorienne.

Riwad



Sambi a reçu la visite d'un ambassadeur iranien

Selon le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie, l'ambassadeur iranien à Madagascar s'est entretenu avec l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi pendant 4h de temps dans son lieu de détention au nord de Moroni.

Cette visite est symbolique quand on sait la proximité entre l'ancien président et la puissance moyen-orientale. C'est dans une publication sur X (anciennement Twitter), que le porte-parole

du gouvernement Houmed Msaidie a rendu publique l'information : « L'ambassadeur iranien à Madagascar, Mr Ali Bakhshi Hassan, en visite privée aux Comores, a rendu visite à l'ancien président Sambi à Voidjou, son lieu de détention », a-t-il écrit. M.Msaidie précise que l'entretien a eu lieu le 6 novembre et qu'il a duré 4h de temps. Pour l'instant rien n'a filtré de ce long tête-à-tête entre les deux hommes.

Ce qui est certain, l'ancien chef

de l'État entretient des relations privilégiées avec la République islamique où il a fait une partie de ses études supérieures. Quand il était président, il a fait venir en 2009 son homologue Mahmoud Ahmadinejad qui, tout le long de son parcours jusqu'au palais du peuple où il a dû s'exprimer, a pu se rendre compte de la popularité de l'homme au turban. Deux ans auparavant, une délégation composée de 5 ministres iraniens avait fait le déplacement à Moroni pour signer

des accords dans le domaine de la pêche, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur ainsi que dans la sécurité et la défense. Sambi lui-même avait déjà effectué une visite officielle à Téhéran où il a été reçu avec tous les honneurs.

En 2016, le successeur de Sambi, Ikililou Dhoinine, a emboîté le pas à l'Arabie Saoudite et rompu les relations diplomatiques entre Moroni et Téhéran. Une décision qui a été très mal accueillie par son prédécesseur. A la veille des

échecs électoraux auxquelles le parti Juwa de l'ancien chef de l'État prend part après plus de 10 ans dans l'opposition, difficile d'imaginer que l'ambassadeur iranien ait pu clore la discussion avec un Sambi détenu depuis 2018 sans évoquer le sort de ce dernier et surtout à l'approche d'un prochain scrutin aux multiples enjeux.

Andjouza Abouheir

SANTÉ :

L'Oms renforce le niveau des organisations de la société civile à Moroni

Pour appuyer et soutenir les organisations de la société civile qui œuvrent pour la santé, l'OMS a organisé une formation à l'endroit de ces dernières. L'objectif est de les booster à mieux s'affirmer dans leurs communautés et pour mieux répondre aux besoins de la population locale.

Pour la deuxième fois consécutive, l'OMS en étroite collaboration avec le ministère de la santé a organisé hier jeudi 9 novembre à Moroni, une formation à l'endroit des organisations de la société civile dans le cadre des appuis aux organisations de la société civile mis en place depuis l'année dernière. Cette formation a vu la présence de plusieurs associations notamment l'ACCF, Sitara, Ong Hifadwi, Caritas, etc. C'est sous le volet suivi et évaluation, mobilisation des ressources du projet que ces séances ont démarré dans le but d'outiller ces acteurs de la sociaux à être dynamiques et de mieux s'affirmer en tant organisations de la société

civile afin de répondre aux besoins de leurs communautés respectives.

En visioconférence, le responsable des relations extérieures et partenariats au niveau du bureau régional de l'OMS Afrique, Luciani Andrea s'est félicité de cette formation qui vise à élargir le partenariat avec les organisations de la société civile. « Aujourd'hui, les partenariats sont au centre de la transformation de l'OMS au niveau du bureau régional. L'on compte 111 collaborations signées dont le travail se fait dans les différents pays et vise à améliorer la santé des populations », renchérit-il, tout en encourageant les participants à suivre cette formation qui va sans doute les aider à avoir des résultats dans leurs organisations.

Présent, le représentant résidant de l'OMS, Dr Diarra Abdoulaye a mis en lumière l'agenda de transformation initié par la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique Dr Matshidiso Moeti pour l'impact de la santé de la population en Afrique. Ces actions se font avec les ministères de la santé de chaque pays. Cette



collaboration témoigne l'engagement que l'Oms accorde aux organisations de la société civile. « Au niveau des Comores, en 2022, 4 projets ont été éligibles. Les résultats ont été satisfaisants. Depuis 2023, nous avons lancé la deuxième cohorte de partenariat avec 5 OSC et plus de budget. J'invite les participants à suivre cette formation pour mieux élaborer leurs projets pour le prochain appel à projets », précise-t-il.

Notons que la réponse à la pandémie de Covid-19 a mis à rude

épreuve le secteur de la santé aux Comores. L'organisation de cette réponse s'est greffée aux défis liés à la poursuite des activités de routine dans le cadre de la continuité des services entre autre la vaccination de routine, lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, les problèmes liés à la mortalité maternelle, néonatale et infantile, les programmes de renforcement de la résilience du système national de santé etc. Les efforts d'atténuation et d'endigement de ces maladies et de

leurs conséquences ont nécessité une réponse globale du gouvernement en coordination avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux et les organisations de la société civile.

Conscient de ces enjeux, l'OMS entend promouvoir la santé avec l'appui des acteurs non étatiques aux Comores, pour la mise en œuvre du 13e programme général de travail. C'est dans cette optique que le bureau OMS Comores a lancé en février 2023, un appel à projets à l'endroit des OSC comoriennes impliquées dans les actions de santé. Au terme de ce processus, 5 projets ont été retenus, pour un budget à hauteur de 130 000 dollars, soit 58.889.875 de nos francs. Ils sont mis en œuvre dans le pays, à travers ADDE et CAP à Anjouan, FADESIM à Mohéli, ACCF et SITARA à Ngazidja, pendant une période de sept mois. Ces séances des formations sont un apport important dans la réalisation des activités et des résultats escomptés.

Andjouza Abouheir

TRANSPORT MARITIME :

Cap sur la connectivité maritime entre les îles de l'Océan indien

L'UCCIA et la Nouvelle Opaco en partenariat avec Cap Business ont réuni l'organisation patronale et les opérateurs économiques des îles de l'Océan Indien (Maurice, Madagascar, Seychelles, la Réunion et des Comores), pour se concerter sur la connectivité maritime. Le but était de se demander

comment attirer et maintenir les industries du transport maritime dans les îles.

Ce jeudi 9 novembre 2023, dans la salle de conférence de l'Union des Chambres de commerce, d'industrie et d'artisanat (UCCIA) à Moroni, a eu lieu une

réunion de concertation sur la connectivité maritime. Les représentants des institutions et les opérateurs économiques ont échangé et apporté des pistes de solutions autour de cette question qui impacte le commerce entre les îles de l'Océan Indien. Ensemble, ils se sont demandé par quels mécanismes les îles peuvent s'assurer l'accès à un transport maritime très efficace et durable et de le faire la pierre angulaire du commerce inter-îles de l'Océan indien, afin de pouvoir saisir l'opportunité économique que peut apporter la région.

« Nous avons convié tous les acteurs liés au transport maritime notamment, pour échanger sur la question de la connectivité maritime dans notre zone de l'Océan Indien. La réunion a regroupé en présentiel et virtuel l'ensemble des pays de la région, pour discuter ensemble comment résoudre ce problème de connectivité maritime car nous faisons tous face à l'insularité. Il n'y a

pas le transport routier comme dans les autres continents africain ou européen. Mais, tout doit se faire par bateau ou par avion. D'où cette question de connectivité maritime », explique Chamoussidine Ahmed président de l'Uccia.

Lors de cette réunion, chaque pays a exposé son projet, ses idées sur le transport entre les îles et échanger par la suite sur ces idées des investissements qui sont prévus. « Pour le cas des Comores, on a partagé sur le projet de grande envergure financé par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement sur la reconstruction des ports des îles en vue de faciliter les déplacements des marchandises et des personnes. Ce qui va encore faciliter les va et vient entre les îles surtout pour les touristes », précise-t-il.

Les parties prenantes de cette réunion ont avancé l'idée de créer un comité pour aider les pays à réduire le coût d'exploitation et le coût du fret maritime. « On estime

qu'en s'organisant et en mutualisant certaines investissements nous pourrions y arriver. Par exemple, on pourra avoir un bateau qui permet de desservir les îles : Maurice, Comores, Seychelles et Madagascar. C'est un projet qui est déjà en gestation », avance le directeur régional de la CCIA Ngazidja, Hamidou Mhoma.

Ce dernier a mis l'accent sur le renforcement des capacités mais aussi de l'amélioration des conditions des ports. « C'est le cas de notre pays, le port est plus petit et les bateaux ne peuvent entrer n'importe comment. Il y a certaines limites pour le mouillage, ce qui fait qu'aujourd'hui on a du mal à avoir des bateaux convenablement. Nous espérons qu'à travers cette réunion, nous allons faire des recommandations, en fonction des problèmes des uns et des autres comment pallier ces problèmes », dit-il.

Nassuf Ben Amad



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres**Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable de Passation de Marché (RPM) du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)**

Date : 03 Novembre 2023

1. Contexte:

L'Union des Comores a bénéficié d'un fonds d'investissement d'un montant de 5 millions de dollars US de la Banque Mondiale afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes:

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Responsable de Passation de Marché (RPM).

2. Missions du Responsable de Passation de Marché

Sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, et en étroite coordination avec le Responsable Administratif et Financier du projet, le RPM a pour missions principales la

programmation, l'organisation, la supervision et le contrôle du processus de passation des marchés du projet, avec préparation de tous les documents y afférents. Elles sont réparties comme suit:

* Assure le suivi de l'utilisation des biens et des services fournis par le Projet, en élaborant et tenant à jour les rapports sur l'utilisation et le fonctionnement des équipements mis à la disposition des diverses composantes du Projet et veillant à ce que leur maintenance soit effectuée selon les méthodes efficaces et économiques.

* Veille au respect des accords avec l'IDA et notamment à l'application des dispositions de passation de marchés inscrites à l'AF, ceci à tous les stades des acquisitions de biens et de services, de l'exécution des travaux et de missions de consultants ;

* Appuie le RAF chaque fois que nécessaire dans sa responsabilité de veiller à ce que les montants des paiements aux prestataires soient conformes aux termes du contrat/marché

* Assure la programmation des marchés y compris la responsabilité de la gestion du STEP.

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Responsable de Passation de Marché (RPM), les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / **Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste** » BUREAU DATUH/Moroni - Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57, ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs:

directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le RPM doit avoir au moins un BAC+4 en ingénierie, génie civil, économie ou gestion, passation de marchés, ou équivalent. Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la passation des marchés. Avec des bonnes connaissances des procédures de l'IDA ou d'autres institutions financières internationales, Bonnes capacités rédactionnelles, Bonne maîtrise de la langue française (oral et écrit) et des outils informatique (en particulier MS Word).

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le **20/11/23 à 12 h00** auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous pli fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste du Responsable de Passation de Marché (RPM).**

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres**Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable Administratif et Financier du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)**

Date : 03 Novembre 2023

L'Union des Comores a bénéficié d'un fonds d'investissement d'un montant de 5 millions de dollars US de la Banque Mondiale afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes:

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Responsable Administratif et Financier.

2. Missions du Responsable Administratif et Financier

Sous la responsabilité du Coordonnateur de projet, le RAF assure la supervision de la gestion administrative, comptable et financière du PRRC:

* Veille au respect et à l'application des procédures administratives et financières applicables ;

* Effectue le suivi des utilisations du compte spécial ouvert ;

* Supervise la liquidation des factures, décomptes et autres pièces de dépenses ;

* Suit le dénouement et la validité des cautions reçues ;

* Fournit les données financières nécessaires à la préparation du Budget et plan d'activités annuels (PTBA);

* Etablit les demandes de réapprovisionnement de fonds adressées à la BM ;

* Supervise la liquidation des factures, décomptes et autres pièces de dépenses ;

* Vise les entrées et les sorties de fonds des comptes bancaires ou des caisses ;

* Établit le plan budgétaire et le plan de trésorerie ;

* Contrôle la conformité des dépenses : éligibilité, disponibilité du budget, justifications ;

* Assiste le COR lors des séances de la commission d'attribution des marchés ;

Vise toutes les opérations de décaissements, en particulier le paiement des décomptes et des factures ;

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Responsable Administratif et Financier, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / **Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste** » BUREAU DATUH/Moroni - Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57,

Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs : directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le RAF du PRRC doit être un/e expert/e Administratif et Financier, avec au minimum un diplôme de Master en finances et comptabilité, et avec une expérience professionnelle de minimum de cinq (5) ans et avoir occupé des postes de responsabilités similaires. Avec une bonne connaissance de la gestion des finances publiques et de la tenue d'une comptabilité dans les projets de bailleurs de fonds. La maîtrise du système comptable applicable aux Comores – SYSOCHADA et des connaissances aux procédures de gestion financière, de décaissement des projets de développement financés par les bailleurs internationaux

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le **20/11/23 à 12 h00** auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous pli fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste de Responsable Administratif et Financier.**

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2026

Stefano Cusin fait appel à 24 joueurs

C'est inédit dans l'histoire de la sélection nationale. L'annonce de la liste officielle des 24 joueurs appelés par le sélectionneur, Stefano Cusin a été faite en direct hier jeudi à la télévision nationale lors du journal de 14 heures. Le technicien italien, à l'aise sur le plateau, a égrené les 24 noms et s'est expliqué sur ses choix.

On retrouve sur la liste de Stefano Cusin toute la philosophie du coach italien, à savoir opérer des changements tout en gardant une certaine continuité. C'est un savant dosage que l'on retrouve dans cette liste qui doit défendre le drapeau national lors des deux premières journées des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026. Entre l'ancienne génération et la nouvelle, on retrouve deux nouveaux joueurs confirmés qui répondent pour la première fois à l'appel de la sélection. « Le sélectionneur accompagné de son préparateur physique, Gianluca Sorini, a opté pour un équilibre entre anciens et nouveaux joueurs », lit-on dans une publication de la FFC.

Entre la génération des

Youssef M'changama, Ben Boina, Faiz Selemani et celle des Raimane Daou, Anzimati Adel, ou encore Kassim Hadji, on retrouve deux nouveaux venus et pas les moindre. Longtemps dans les tablettes, Myziane Maolida le joueur du Hertha Berlin (Allemagne) et Rafiki Saïd de l'ESTAC Troyes (France) ont fini par céder au projet de Stefano Cusin qui veut remmener les Coelacanthés vers une autre dimension que ce que la sélection a toujours connu.

En tout cas, au vu des joueurs appelés, nous ne sommes pas loin de retrouver l'engouement qu'a toujours suscité la sélection nationale à chaque fois qu'elle était de sortie. Il suffit d'aller sur les réseaux pour voir à quel point les comoriens se sentent en osmose avec le projet du nouveau sélectionneur. Arrivé à Moroni le 07 octobre, Stefano Cusin fait la tournée des îles à la rencontre des meilleurs joueurs du championnat

local afin de se faire une idée sur l'état profond et le niveau du football local.

Pour ce travail minutieux, le sélectionneur des Verts est accompagné de son préparateur physique, Gianluca Sorini qui l'aide surtout sur l'optimisation et la mise en forme athlétique des joueurs. L'utilisation du système GPS pour évaluer l'intensité des joueurs est un plus pour permettre au coach d'avoir une idée claire sur l'état de forme des uns et des autres.

Après le match test d'Istres (victoire contre le Cap-Vert), Stefano Cusin commence une nouvelle ère avec ces éliminatoires de la Coupe du Monde. Avec une équipe très largement remanié par rapport à la dernière liste, le sélectionneur s'est donné les moyens de ses ambitions en sélectionnant ce qui se fait de meilleur actuellement dans le paysage du football comorien.

Imtiyaz

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

LA LISTE

GARDIENS

- DEY SALIM DJINA - DUC D'ORLÉANS
- ADEL ANZIMATI - DUC D'ORLÉANS
- SAWICKI HANZO - FC LENO

DÉFENSEURS

- SAKARI SAÏD - SPARTA ROTTERDAM
- MOHAMED YOUSSEF - FC AMSTERDAM
- YAPAZA HEDRABO - FC AMSTERDAM
- YOUNN ZAHAWY - HOLLANDIA SC
- ABDEL KHAM ABDELLATI - BOOZ MOYRON FOOTBALL
- AMMED SOLEH - FC MARITIME
- KASSIM MTAHOMA - DUC D'ORLÉANS

MILIEUX

- AMMED AHMED - FC VITTON
- HANWA DAU - DUC D'ORLÉANS
- BEN SALOUH YOUSSEF - FC AMSTERDAM
- KASSIM HADJI - SPARTA ROTTERDAM
- AFRISI HASLANE - AS ATEL SOLAF
- YACINE BOULHANE - COCJONG FC
- ZAKOU DINE MOHAMED - FC PERRELLI
- YOUSSEF M'CHANGAMA - ESTAC TROYES

ATTAQUANTS

- FAZ SELEMANE - AL-HAZEM SPORT CLUB
- AMMED MOANI - DUC D'ORLÉANS
- ABDEL MAHMOUD - FC MARITIME
- MYZIANE MAOLIDA - HERTHA BSC
- RAFIKI SAÏD - ESTAC TROYES
- EDITH YOUSSEF - MFCM STADIUM

SÉLECTIONNEUR: STEFANO CUSIN

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES | FEDCOMFOOTBALL | @FEDCOMFOOTBALL

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général



Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

N° CKM 1107 01 R/CKM 1107 02 S

Avis d'Appel d'Offres

Date : 26 /10 /2023

Nom du Projet : Projet d'Appui à la Gouvernance Financière - PAGF

AAO No : 2023/02/MITSAMIOULI/DGI/MFBSB/PAGF/Travaux

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire a obtenu un Co-financement à hauteur de **7 757 009 euros**, auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'Union Européenne (UE) pour financer le coût du **Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)**. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce Co-financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché suivant : « **Tavaux de réhabilitation et d'aménagement du sous centre des impôts de la Direction générale des impôts des Comores, sis à Mitsamiouli.** »

Le Maître d'Ouvrage sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour exécuter les travaux de réhabilitation et d'aménagement du sous centre des impôts de la Direction générale des impôts des Comores, sis à Mitsamiouli. Ces Travaux sont à exécuter à Mitsamiouli –Cariako sis à Ngazidja dans un délai de trois (03) mois.

Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat général du PAGF, sis au premier étage du Ministère des Finances, du Ministère du Budget et du Secteur Bancaire des Comores ou par voie électronique, adressé à Monsieur AHAMADA Ali Mmadi, coordonnateur national du Projet via l'adresse email suivant : coordination.pagfcomores@gmail.com, copie à coordon.pagfcomores@gmail.com et rpm.pagfcomores@gmail.com. Les soumissionnaires intéressés peuvent prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres au plus tard, le lundi 27 novembre 2023 à 10 h 00min (heure locale). Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en version français formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **vingt-cinq mille francs (25 000 KMF)** en espèce Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux des Documents Type de Passation de Marchés pour Travaux de l'AFD.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus 1 au plus tard, **le lundi 27 novembre 2023 à 10 h 10 min (heure locale)**. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission pour un montant de 3% du montant total du marché.

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent, **le lundi 27 novembre 2023 à 10 h 15 min (heure locale)** à la Salle de conférence du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF) dont l'adresse est la suivante :

**1er étage du Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire
Place de l'indépendance
M. Ahamda Ali Mmadi, Coordonnateur PAGF.
BP 324, Tél. (269) 332 60 09
Adresse mail : coordination.pagfcomores@gmail.com, coordon.pagfcomores@gmail.com et rpm.pagfcomores@gmail.com**

Les offres doivent être valides pendant une période de 60 jours suivant la date imite de dépôt des offres.

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة التخطيط العمراني والإسكان
والمناطق الحضرية، مكتب الشؤون الأراضي، والتقليدي

Appel à candidature pour le recrutement d'un Coordonnateur du PROJET REGIONAL DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)

Date : 06 novembre 2023

1. Contexte :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque Mondiale d'un montant de 5 millions de dollars US dans le cadre du renforcement de la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Coordonnateur de Projet.

2. Missions du Coordonnateur

La mission principale du Coordonnateur sera d'assurer la bonne gestion du projet. Il aura spécialement pour rôle :

(i) Appuyer le Ministère dans la mise en œuvre et gestion du Projet, en assurant la supervision et la gestion complète du projet, y compris technique, administrative et financière, volet passation des marchés du projet, et volet environnemental et sociale en veillant au respect des règles de gestion convenues

avec la BM, et plus généralement à la conformité avec le document de projet et l'Accord de financement (AF) du Projet entre l'Etat et l'Association Internationale de Développement (IDA) ;

(ii) Coordonner les structures impliquées dans la mise en œuvre des activités du Projet du PRRC ;

(iii) Assurer la coordination, le contrôle qualité et le suivi et évaluation des prestataires et contractuels (consultants individuels, cabinets/firmes, entreprises, fournisseurs etc.) du projet ;

(iv) Veiller à une utilisation efficace et rationnelle des ressources du Projet pour une bonne exécution des activités du Projet;

(v) Créer et entretenir les conditions propices pour l'atteinte des objectifs de développement du Projet et ;

(vi) Veiller à la bonne préparation et exécution des travaux et de toutes les activités du Projet dans les règles de l'art et les délais et les procédures de la BM inscrites à l'AF.

Sous l'autorité du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres, le Coordonnateur sera chargé de la coordination stratégique, opérationnelle et technique de la mise en œuvre et de l'exécution du Projet tel que décrit dans les Termes de Référence du Personnel du Projet.

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Coordonnateur, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** »

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste » BUREAU DATUH/Moroni - Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 3598457

Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs: directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le coordonnateur du PRRC doit avoir un, Bac +5, diplôme

en Sciences Sociales, gestion de projet, management, suivi et évaluation, Sciences Environnementales ou équivalent. Il doit avoir au moins 8 ans d'expérience professionnelle générale dont :

(i) Au moins 5 ans d'expérience dans un poste de responsabilités de gestion, manager, coordination, gestion et suivi de projet et conduite d'une équipe pluridisciplinaire, dans le secteur public, en organisation gouvernementale, ou en organisation non-gouvernementale, ou dans le secteur privé, et

(ii) Au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine de la résilience climatique ou développement de projets similaires en termes d'opérations et/ou de coordination

(iii) Avoir géré avec un bilan réussi un programme/projet d'envergure nationale ou régionale ;

(iv) Avoir été impliqué à des projets financés par une institution financière internationale.

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le 20/11/23 à 12h00 auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous plis fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste de Coordonnateur du PRRC.**

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة التخطيط العمراني والإسكان
والمناطق الحضرية، مكتب الشؤون الأراضي، والتقليدي

Appel à candidature pour le recrutement du Comptable du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)

Date : 03 Novembre 2023

1. Contexte:

L'Union des Comores a bénéficié d'un fonds d'investissement d'un montant de 5 millions de dollars US de la Banque Mondiale afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes:

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Comptable.

2. Missions de Comptable

Sous la responsabilité du Coordonnateur et du RAF, le Comptable assure des tâches de tenue comptable, de paiement et productions des documents financiers :

* Assure la tenue à jour des journaux de trésorerie (banques ou caisses) ;

* Prépare les pièces d'entrées et de sorties de fonds des comptes bancaires ;

* Prépare les chèques, ordres de virement sur la base des pièces comptables conformes;

* Prépare la liquidation des factures, décomptes et autres pièces de dépenses ;

* Prépare tous les états de paiement ;

* Participe aux travaux d'inventaires des biens;

* Met à jour les fiches de suivi/registre des biens

* Met tous les documents comptables à la disposition des missions de vérifications (audits, supervisions, ...) ;

* Met en œuvre les recommandations de l'audit et de la supervision relatives à sa fonction.

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Comptable, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste » BUREAU DATUH/Moroni - Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57,

Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs: directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le comptable du PRRC doit avoir au moins une licence ou BAC+3 options comptabilité gestion ou finance comptabilité. Avoir moins trois (03) ans d'expériences professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire, avec une bonne maîtrise des logiciels informatiques de bureautique et de Comptabilité.

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le 20/11/23 à 12 h00 auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous plis fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste de COMPTABLE.**